

\*\*\*

**L'Orient le Jour**

**Tournée d'adieux d'Emmanuel Bonne**

**L'ambassadeur de France, hier à Bkerké, en compagnie du patriarche maronite, Mgr Béchara Raï.**

**Photo Twitter**

**FRANCE-LIBAN**

**OLJ29/05/2017**

Rappelé à Paris après la formation du nouveau gouvernement pour prendre la direction du cabinet du ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, l'ambassadeur de France, Emmanuel Bonne, a poursuivi hier sa tournée d'adieux auprès des responsables.

M. Bonne s'est entretenu hier à Bkerké avec le patriarche maronite, Mgr Béchara Raï, puis avec le nonce apostolique, Mgr Gabriele Caccia. Samedi, il avait été reçu à Aïn el-Tiné par le président de la Chambre, Nabih Berry, et à la Maison du Centre par le Premier ministre Saad Hariri.

« C'est difficile de quitter le Liban, c'est difficile de quitter tous les amis que j'ai ici mais j'ai la fierté de servir mon pays de la meilleure façon possible et aujourd'hui auprès de nos nouvelles autorités », a déclaré le diplomate à l'issue de son entretien avec M. Hariri. « Nous avons encore d'autres ambitions pour le Liban », a-t-il ajouté. « Ces ambitions pour le Liban et pour l'amitié entre la France et le Liban, je continuerai à les porter à Paris auprès du ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, et conformément aux instructions du président de la République, Emmanuel Macron », a noté M. Bonne.

**Bonne à « L'OLJ » : Le Liban a un message important à porter au monde sur les moyens d'accommoder les différences**

**Emmanuel Bonne vient d'être nommé directeur de cabinet du nouveau chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian.**

**ENTRETIEN**

**Propos recueillis par Sandra Noujeim | OLJ30/05/2017**

Rarement un diplomate aura autant marqué le Liban en si peu de temps. Si bien qu'avec son départ, c'est toute la relation affective qu'il a développée avec le Liban qu'Emmanuel Bonne a envie de décrire, sans cacher son « déchirement » de partir si vite.

Arrivé à Beyrouth en 2015, en pleine crise présidentielle, l'ambassadeur de France, Emmanuel Bonne, a déjà achevé sa mission au Liban. Nommé directeur de cabinet du nouveau chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, ce « serviteur de l'État français », comme il se décrit lui-même, a réussi à incarner l'amitié de la France avec le Liban... Au point de lui redonner un nouveau souffle, une vigueur toute particulière.

Dans l'interview conjointe qu'il accorde à L'Orient-Le Jour et à notre confrère an-Nahar, M. Bonne n'entre pas dans les détails de l'actualité libanaise. Mais il parvient, avec cette aisance qui le caractérise et un sens de la prospective unique, à dire l'essentiel : le Liban tiendra bon, tant que les Libanais s'accordent à œuvrer ensemble, et la France sera toujours là, à ses côtés. D'autant que le pays du Cèdre « a un message important à porter au monde sur les moyens d'accommoder les différences », au moment où c'est la planète entière qui fait face à des difficultés au niveau du vivre-ensemble.

Vous quittez le Liban au terme de deux ans de mission. Dans quel état d'esprit partez-vous ?

Il n'est pas facile de quitter ce pays – et si vite – après une mission qui a été pour moi intense sur le double plan politique et diplomatique, mais aussi personnel. Nous connaissons tous la grande histoire de l'amitié entre la France et le Liban. Cette histoire n'est pas que politique ou diplomatique :

c'est l'histoire d'hommes et de femmes qui partagent des affinités. Cette amitié, je l'ai vécue avec beaucoup de bonheur, de force et d'intensité. Je suis venu au Liban, il y a deux ans, avec le souvenir d'une expérience et le souhait très fort d'être ici, et à ma manière d'aider à ce que cette grande histoire de l'amitié entre nous continue de se construire. Après deux ans, j'ai le sentiment que le temps est passé trop vite – et c'est un déchirement de partir.

En même temps, ma désignation au poste de directeur de cabinet, ou de premier collaborateur du ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, est un honneur et une responsabilité qui ne se refusent pas. Car je suis certainement un ami du Liban, mais je suis aussi un serviteur de l'État. Je suis heureux de servir auprès du ministre, et précisément de M. Le Drian, qui connaît bien le Liban. C'est un ministre d'expérience, que le président Emmanuel Macron a souhaité garder auprès de lui en raison de sa vision, de sa sagesse et de sa modération... autant de qualités qui permettront de relancer notre pays dans une nouvelle phase diplomatique, à laquelle j'ai l'honneur de participer.

Quelles seront les assises de cette nouvelle politique diplomatique ?

En politique étrangère, il faut d'abord faire preuve de réalisme. Les Affaires étrangères sont par définition des affaires sur lesquelles nous n'avons pas de prise immédiate. Il faut donc prendre acte des choses telles qu'elles sont avant de nous positionner en fonction de nos intérêts, de nos valeurs ou de notre vision du monde. Tout cela prend un peu de temps. Il n'y a pas de politique étrangère toute faite. Harold Mc Millan, ancien Premier ministre britannique, à qui l'on demandait ce qui allait déterminer sa politique étrangère, répondait : les événements.

Au niveau régional, ce réalisme signifie que vous pourriez vous démarquer de la politique américaine dans la région ?

Notre objectif n'est pas de nous démarquer de la politique américaine, mais que nos vues et nos intérêts dans la région soient bien pris en compte. Ensuite, nous nous positionnerons en fonction de ce que nous voulons pour nous-mêmes et de ce que nous pouvons faire. Il faudra naturellement prendre en compte la politique de l'administration américaine, entre autres facteurs. Le paramètre de notre politique étrangère dans la région, ce sont les intérêts de la France, et ces intérêts passent d'abord par notre sécurité. La menace des attentats en France a créé une nouvelle situation. L'enjeu au cours des prochaines années sera donc de protéger notre sécurité, mais aussi de construire des solutions politiques qui permettront d'éteindre le terrorisme. L'un ne va pas sans l'autre. Nous ne sommes pas naïfs, nous savons que le processus sera long. Mais il y a une volonté claire du président de la République de faire en sorte que notre combat contre les groupes qui nous menacent permette de construire des solutions politiques, des solutions de paix dans la durée, que ce soit en Syrie ou en Irak.

François Hollande a été constant dans sa condamnation d'Assad au même titre que Daech. Y aura-t-il une continuité à ce niveau ?

Sur le terrain syrien, une analyse honnête de la situation oblige à constater qu'aucune force ne peut vaincre l'autre ou ne peut gagner le pouvoir, même pas l'armée d'Assad. Ensuite, il est nécessaire que tous ceux qui ont une influence sur le terrain, les grandes puissances, parallèlement à un dialogue avec les pays de la région, puissent travailler ensemble à une transition politique. Il n'y aura pas de paix en Syrie sans transition politique : il ne s'agit pas d'une position idéologique mais d'un constat réaliste. Il est donc temps, compte tenu de la pression qui s'exerce sur tous, et des dangers, d'obtenir la relance de négociations politiques valables. Avant de dire quel est le résultat de la négociation, il faut déjà l'ouvrir pour être capables de créer suffisamment de consensus afin d'avoir une solution politique qui protège les Syriens, nous protège collectivement et qui soit conforme aux aspirations du peuple syrien.

Mais les relations s'annoncent difficiles avec Moscou...

Nous sommes au début d'un nouveau mandat présidentiel. Nous avons donc l'opportunité aujourd'hui de relancer non seulement un dialogue, mais une coopération, de prendre des initiatives,

de voir à nouveau ce qui est possible. Nous avons des relations difficiles sur certains sujets avec la Russie car nous ne sommes pas d'accord sur tout. Néanmoins, la Russie est un partenaire essentiel pour nous. Par contre, nous ne pourrions travailler valablement avec Moscou que si nous sommes d'accord sur l'objectif et les méthodes, et ça vaut en particulier pour la Syrie.

Comment voyez-vous le rôle de la France au regard des rapports de force entre l'Arabie et l'Iran ? La France a un rôle important à jouer dans cette région. D'abord, parce qu'elle y a des intérêts fondamentaux, ensuite parce qu'elle y a des points d'appui solides. Et je crois que, dans cette nouvelle phase, le président Macron dispose d'une autorité et suscite une volonté d'avancer qui est très forte. Emmanuel Macron est un président, qui, aujourd'hui, donne de la France une nouvelle image, arrive avec une capacité politique. C'est un président qui se veut – comme il l'a dit – gaullio-mitterrandien. Il souhaite faire les choses de manière réaliste, donc agir. Il faut lui faire confiance pour prendre l'initiative. Au M-O, la France a des amis et des intérêts, et elle est ouverte au dialogue. Nous avons rétabli un dialogue politique intensif et à plusieurs niveaux avec l'Iran. Là encore, il ne faut se cacher ni les difficultés ni les opportunités dans ce dialogue. Et nous avons en même temps des amitiés fidèles avec les pays arabes, avec lesquels nous pouvons jouer un rôle, pourvu que nous soyons d'accord à la fois sur les objectifs et les méthodes.

Comment cette politique déteindra-t-elle sur le Liban ?

Nous ne vous surprendrons pas si nous vous disons que nous serons là quoi qu'il arrive, et c'est vrai. Il y a une chose qui demeure : la France aime et est attachée au Liban tel qu'il est, au Liban de la pluralité, de la convivialité. Elle ne cherche pas à changer le Liban, mais à le soutenir. Il y a plusieurs manières de le faire dans le contexte d'aujourd'hui. Je crois que ce que nous devons faire d'abord, c'est produire nos meilleurs efforts politiques pour obtenir une solution en Syrie, soutenir aussi les efforts des partis libanais pour trouver un consensus politique durable, aider le Liban à maintenir sa sécurité et relancer son économie. C'est-à-dire permettre quelque part que le Liban obtienne ce qu'il mérite. Mais tout cela ne se fait pas sans les Libanais. Nous n'avons pas de solution-clé en main. Ce que le président Macron a dit au Premier ministre Saad Hariri et au président de la République, Michel Aoun, récemment au téléphone, c'est que nous serions là pour nous assurer que le Liban reste en sécurité, demeure stable et retrouve quelque part les moyens d'aller mieux. Le reste sera fonction des besoins qui seront exprimés par le gouvernement libanais.

Avez-vous des inquiétudes sur la relance institutionnelle, en dépit des avancées effectuées après l'élection d'un président de la République ?

Il y a toujours plusieurs manières de voir les choses au Liban. On peut être frustrés de la situation actuelle car le Liban mérite mieux que ce qu'il a. Et on peut aussi constater – et c'est sur cela que je veux insister – que, malgré tous les risques, toutes les difficultés et tous les dangers dans la région, le Liban tient bon et cela est quand même essentiel. Cela ne s'explique pas par un miracle, mais par le fait que les Libanais trouvent le moyen de se préserver eux-mêmes. C'est-à-dire que les Libanais ont décidé qu'ils ne voulaient pas la guerre, et que, quelles que soient leurs divergences, ils devaient trouver des solutions ensemble. Donc, forcément, dans ce contexte, rien n'est facile, mais je crois qu'il faut saluer déjà cette volonté de vivre ensemble. Il faut ensuite trouver les moyens que le Liban se tienne à distance des guerres dans la région et puisse trouver des solutions pour lui-même. Ce qui n'est pas facile.

Souvent, au Liban, on évoquait devant moi la difficulté de vivre ensemble... mais il me semble que cette question ne se pose pas seulement au Liban mais dans le monde entier aujourd'hui. Le Liban a un message important à porter au monde sur les moyens d'accommoder les différences.

Cette expérience du vivre-ensemble est-elle fondamentale aussi pour l'espace méditerranéen ?

Je dois dire tout le respect, toute l'amitié, toute la reconnaissance que j'ai pour Samir Frangié, pour tout ce que j'ai pu apprendre auprès de lui, et auprès d'autres intellectuels libanais. Le Liban est un pays qui continue de produire des idées, qui continue d'inspirer au-delà de ses frontières, et je crois

que cette vision de Samir Frangié d'un espace méditerranéen réconcilié est très importante. La Méditerranée est non seulement un espace de partage mais aussi de conflit et une frontière. Donc, il y a beaucoup à faire pour que cette vision prenne corps. Mais il est important que cette idée-là continue de vivre et soit portée par nous tous collectivement. D'une manière générale, la question de la coopération méditerranéenne sera importante dans les années qui viennent.

Pour en revenir à votre mission au cours des deux dernières années, comment l'évaluez-vous ?

Ce qui est très impressionnant pour un diplomate français au Liban, c'est qu'il est attendu partout et sur tous les sujets : la politique, l'économie, la sécurité, la coopération militaire, la culture et l'éducation. Ma conviction d'ambassadeur est qu'il n'y a aucun de ces sujets sur lesquels nous pouvions être absents. La visite de l'ancien président François Hollande, l'année dernière, a permis de lancer des projets importants que nous avons fait aboutir : le soutien au Liban face aux conséquences de la crise syrienne, la livraison de matériel à l'armée libanaise, l'impulsion politique pour parvenir à débloquer la question de la présidentielle, de conforter ce que nous avons fait dans le domaine de la culture et de l'éducation.

J'ai beaucoup insisté en outre sur le renouvellement de l'offre française pour le public libanais. Je considère très important que nous ayons tous conscience que cette histoire entre le Liban et la France n'est pas seulement un patrimoine, mais aussi un investissement utile pour l'avenir. Un travail a été fait auprès des écoles : j'ai voulu que nous ayons les moyens de former les professeurs, et nous aurons bientôt un institut de formation des maîtres, par souci d'homogénéiser les 41 écoles à cursus français qui scolarisent au Liban 57 000 élèves, d'élargir le cercle de la francophonie à travers la labellisation des écoles, la formation des formateurs. J'ai voulu aussi que nous puissions présenter notre pays non pas seulement pour sa culture et son histoire, mais aussi pour ce qu'il sait faire de mieux : innover. Nous avons donc lancé un incubateur de start-up à l'ESA qui est aujourd'hui opérationnel et sera bientôt installé dans un bâtiment rénové et adapté aux innovateurs. Le fil conducteur de notre travail a été le renouvellement de l'offre française auprès d'un public plus large de jeunes qui pourraient tirer profit de cette amitié franco-libanaise dans leur vie d'adulte et de professionnel.

Quel bilan faites-vous de l'état de la francophonie au Liban ?

On m'a souvent dit ici au Liban qu'il fallait résister. Personnellement, j'ai une vision beaucoup plus optimiste et détendue de la francophonie. Oui, le monde change. Oui, on parle davantage anglais aujourd'hui, mais cela ne signifie pas que la francophonie soit condamnée, bien au contraire. Et je suis très reconnaissant aux Libanais qui se battent pour faire exister le français dans l'espace public, notamment L'Orient-Le Jour qui le fait avec beaucoup de talent et d'engagement tous les jours. Je pense qu'il y a un intérêt très fort dans le monde d'aujourd'hui à pouvoir s'exprimer en français. Nous vivons dans un monde standardisé où le besoin de diversité est important. La francophonie donne à ceux qui en font partie l'avantage de se distinguer, et je crois que cela est très important au Liban, un pays plus grand que lui-même. Ce pays a un intérêt fort à parler plusieurs langues, notamment une langue qui lui appartient véritablement. Et le français appartient au Liban.

Le Liban recommence à participer aux réunions de l'Organisation internationale de la francophonie après plusieurs années d'absence. Qu'en pensez-vous ?

Je remercie ceux qui ont pris l'initiative de ramener le Liban dans les enceintes de la francophonie, ils se reconnaîtront. J'ai été à leurs côtés pour plaider cette cause. Il n'y a pas de francophonie sans le Liban, la francophonie étant non seulement un espace linguistique, mais aussi une organisation qui constitue une enceinte de dialogue. Le Liban y a une place tout à fait singulière.

Qu'est-ce qui va vous manquer le plus ?

Beaucoup de choses, mais surtout une manière d'être, de faire les choses. Ce qui est très impressionnant quand on est français ici au Liban, c'est l'intimité que l'on a très vite avec les amis d'ici. On est un peu chez nous. Je suis très honoré d'avoir pu contribuer à cette amitié, mais c'est une

histoire qui vous appartient, à vous autant qu'à nous... Je voudrais dire ici ma reconnaissance au Liban, aux Libanais, pour ce que j'ai appris, pour la générosité des amis qui m'ont accueilli.